



EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre à dix-sept heures trente, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE en suite de la convocation faite le 21 septembre 2015.

Présents :

- M. CORNUT-GENTILLE, Président
- M. LAURENT, M. GOUVERNEUR, M. FEUILLET, M. GARET, M. SIMON, Mme GARCIA, M. BOSSOIS, M. MATHIEU, M. NOVAC, M. CADET
- M. AUBRIOT, M. BANCELIN, M. BAUDOT, M. BERTRAND, M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BONTEMPS, Mme TURC suppléante de M. BUAT, M. CARON, Mme COLLET, Mme DECHANT, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DERVOGNE, M. COUVREUX suppléant de M. DROIN, Mme DUHALDE, M. FRANCOIS, M. GAILLARD, M. GARNIER, M. REMY suppléant de M. GUILLEMIN, Mme MOUSSY suppléante de M. HOWARD, M. COLLET suppléant de M. HURSON, M. KAHLAL, M. KIHM, Mme LANDREA, M. MARIN, M. MENAUCOURT, M. MOITE, Mme MORAGNY, M. CORNUET suppléant de M. NOISETTE, M. OUALI, Mme PATIN, M. PEIGNE, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RAULET, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RONFARD, Mme SALEUR, Mme TRAZET, M. TURCATO,

Excusés : Mme KREBS, M. RIMBERT, Mme AUBRY, Mme AYADI, Mme BETTING, M. BOUZON, M. BRUSA-PASQUE, M. BUAT, M. CHARPENTIER, M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme DORKEL, M. DROIN, Mme GALICHER, M. GUILLAUMOT, M. GUILLEMIN, M. HOWARD, M. HURSON, Mme MACQUART, M. NOISETTE, Mme SAMOUR, M. SCHILLER, M. THIERRY, M. UTKALA, M. VALTON

Ont donné procuration :

Mme KREBS à Mme DECHANT
M. RIMBERT à M. MARIN
Mme AUBRY à M. FEUILLET
M. CHARPENTIER à M. GARNIER
M. CHEVANCE à Mme PIQUET
Mme CLAUSSE à M. BOSSOIS

Mme DORKEL à M. KAHLAL
Mme GALICHER à M. KIHM
MME MACQUART à M. MATHIEU
M. THIERRY à Mme SALEUR
M. UTKALA à Mme TRAZET
M. VALTON à M. TURCATO

Secrétaire de séance : M. FRANCOIS

N° 77-09-2015

**COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES – EXONERATION EN FAVEUR DES
ETABLISSEMENTS DE VENTE DE LIVRES NEUFS AU DETAIL LABELLISES
« LIBRAIRIE INDEPENDANTE DE REFERENCE »**

Rapporteur : M. GARET

La taxe professionnelle supprimée depuis le 1^{er} janvier 2010 a été remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Le Président de la Communauté d'Agglomération expose les dispositions de l'article 1464 I du Code Général des Impôts permettant aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'exonérer de cotisation foncière des entreprises, les établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, du label « librairie indépendante de référence ».

Ce label est délivré par l'autorité administrative dans les conditions précisées par le décret N°2009-395 du 8 avril 2009.

Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de cotisation foncière des entreprises en application de la délibération d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est, à la demande de l'entreprise, exonérée de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour sa fraction taxée au profit de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre.

Ainsi, dès lors que cette délibération d'exonération en matière de CFE aura été prise, elle entraînera, à la demande de l'entreprise, une application d'exonération correspondante en matière de CVAE.

Vu l'article 1464 I du Code Général des Impôts,

Vu l'article 1586 nonies du Code Général des Impôts,

Il est proposé au conseil communautaire :

- de décider d'exonérer de cotisation foncière des entreprises, les établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail qui disposent, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, du label de « librairie indépendante de référence »,
- de charger Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à **l'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON